



CCAG de référence : CCAG – travaux 2021

Marché n°2025_015 – Lot n°1

Cahier des Clauses Particulières

Rénovation de la villa n°F12 du plateau de l'aéroport Félix Eboué - Matoury

Marché n° 2025_015

Date limite de remise de l'offre : vendredi 7 novembre 2025 – 12h (heure de Guyane) – par retour de mail.

Acheteur : Parc amazonien de Guyane
1, rue de la canne à sucre
973 54 Rémire-Montjoly
Téléphone : 0594 29 12 52
Télécopie : 0594 29 26 58

Pour tout renseignement :

M. Tomoya TONNELIER – responsable de la cellule logistique achats et constructions
tomoya.tonnellier@guyane-parcnational.fr

Procédure de passation : marché à procédure adaptée < 90 000 € HT

Article 1 -OBJET DU MARCHE ET GENERALITES	3
Article 2 -FORME DU MARCHE.....	4
Article 3 -ETENDUE DU MARCHE ET CONTENU DES PRIX	4
Article 4 -MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....	5
Obligations du titulaire.....	5
Considérations sociales.....	5
Traitement de données à caractère personnel.....	5
Considérations environnementales	5
Clauses de réexamen.....	5
Constatation de l'exécution des prestations.....	5
Article 5 -PENALITES.....	6
Article 6 -REGIME FINANCIER.....	6
Avances	6
Variation des prix	6
Répartition des paiements	7
Modalités de facturation.....	7
Article 7 -DISPOSITIONS DIVERSES	8
Sous traitance	8
Assurances	8
Présentation régulière des attestations	9
Propriété intellectuelle	9
Changement affectant le titulaire	9
Résiliation	9
Litiges et contentieux	9
Article 8 -CLAUSES TECHNIQUES – LOT N°2	10
Contenu des prestations	10
Durée du marché et délai d'exécution	11
Lieu d'exécution	11
Marchés de prestations similaires	11
Article 9 -ANNEXES.....	12
Article 10 -DEROGATIONS AU CCAG.....	12

Article 1 - OBJET DU MARCHE ET GENERALITES

Objet

Le marché a pour objet : de réaliser des travaux de rénovation d'une maison situé sur le plateau F de l'aéroport Félix Eboué.

Une partie des travaux étant réalisé en régie, seuls les travaux ci-après sont concernés par la présente consultation :

- Démolitions
- Second-œuvre : carrelage, faux-plafond, changement de garde-corps, peinture d'étanchéité de la couverture, menuiseries aluminium
- Electricité : révision complète de l'installation, remplacement de prises

Le marché est un marché de Travaux

Généralités

La villa faisant l'objet de travaux a fait l'objet de travaux de désamiantage suite à un rapport amiante avant travaux réalisé par l'Apave. Ce rapport fait partie du dossier de consultation.

Les opérations de désamiantage des zones ayant fait l'objet d'une détection d'amiante ont été réalisées en Octobre 2025.

Le lot n°1 regroupe un certain nombre de sous-corps d'Etat, car au vu du faible volume de travail, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Les quantités et métrés des plans sont donnés à titre indicatif. Le titulaire devra vérifier sur place les cotes et adapter la mise en œuvre des travaux en fonction des dimensions réelles.

Les titulaires des différents lots sont sensés avoir pris connaissance des travaux de chaque lot afin de mieux appréhender les limites de prestations de chacun.

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement du titulaire et sa DPGF
- le présent CCP et ses annexes
- le cahiers de clauses administratives générales de référence pour le type de prestation mentionné ci-dessus,
- le programme d'exécution ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux le cas échéant,
- les plans le cas échéant,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché,
- l'offre technique et financière du titulaire.

Installation de chantier

Le titulaire du lot n°1 mettra en place l'installation de chantier conformément à la réglementation en vigueur, avec une zone vestiaire et une zone sanitaire.

Le titulaire du lot n°3 mettra en place un coffret de chantier. Les consommations électriques du chantier seront à la charge du lot n°3.

Article 2 - FORME DU MARCHE

Le présent AE-CCP concerne le lot n°1 du marché 2025_015 dont l'ensemble des prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
1	Démolitions et second oeuvre
2	Electricité courant fort et courant faible
3	Menuiseries aluminium

Le marché ne comporte pas de tranches.

Article 3 - ETENDUE DU MARCHE ET CONTENU DES PRIX

Le mois d'établissement des prix Mo est le mois de Octobre 2025

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts. Par application de l'article 294-1 du CGI, la TVA n'est provisoirement pas applicable en Guyane.

Article 4 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le titulaire met en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Considérations sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales

Traitement de données à caractère personnel

Sans objet

Considérations environnementales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations environnementales.

Clauses de réexamen

Des modifications peuvent être apportées au marché par voie d'avenant, dans le respect de la réglementation applicable en matière de marchés publics.

Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

Article 5 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

☐ Pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 19 CCAG de référence, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités listées de la manière suivante :

- non respect des obligations en matière de gestion des déchets de chantier – 50 € par constat
- non respect des consignes de sécurité – 50 € par constat
- Retard sur l'exécution d'une tâche sur le chemin critique du planning : 100 € / jour de retard
- absence de remise des documents à fournir après exécution (CCAG travaux, article 40) – 100 € / jour de retard

Article 6 - REGIME FINANCIER

Avances

Une avance est prévue conformément aux articles R2191-3 à R2191-11 du Code de la commande publique

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Variation des prix

Prix fermes :

Les prestations ne font pas l'objet de variation de prix.

Répartition des paiements

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le

solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Portail Choruspro : Depuis le 01/01/2020, la facturation dématérialisée est obligatoire pour tous les émetteurs de factures à destination des établissements publics de l'Etat Ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014

Informations à indiquer obligatoirement sur la facture pour une mise en paiement :

- SIRET DE L'établissement + numéro à 10 chiffres du bon de commande commençant par 202... ou numéro de marché
- vos coordonnées bancaires : IBAN et BIC.

Facture à déposer sur le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr> en rappelant les références mentionnées dans l'entête du bon de commande : Siret de l'établissement + d'engagement juridique ou du n° de bon de commande en utilisant l'un de ces cadres de facturation : A1, A2, A9 ou 12

Le destinataire n'étant pas un service de l'Etat, il convient de cocher la case « non » et indiquer une SIRET

Article 7 - DISPOSITIONS DIVERSES

Sous traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais

de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il doit être titulaire d'un contrat d'assurance décennale, en lien avec les prestations du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Présentation régulière des attestations

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Propriété intellectuelle

Sans objet.

Changement affectant le titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence(résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5% si application par défaut du CCAG de référence.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Litiges et contentieux

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Cayenne, situé:

7 rue victor Schoelcher - BP 5030 - 97305 CAYENNE Cedex.

Tél : 05 94 25 49 70

Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr

Site internet : <http://guyane.tribunal-administratif.fr/>.

Article 8 - CLAUSES TECHNIQUES – LOT N°1

Contenu des prestations

1. Démolition et évacuation

Démolition des cloisons situés selon le plan de démolition joint à la présente consultation. Les travaux consistent :

- En la démolition des cloisons, les éventuels câbles devant être conservés
- Evacuation des gravats en décharge homologuée
- Finition et préparation des supports au droit des cloisons démolies pour réalisation de peinture ou de carrelage à l'issue
- Pour la cloison du R+1, dépose de l'ancienne ossature du faux-plafond uniquement au droit de la cloison démolie.
- Dépose des moustiquaires non intégrées dans un châssis aluminium

Démolition d'équipement sanitaires :

- Douches du RDC et R+1 dans la chambre n°4
- Dépose du ballon d'eau chaude

Démolition de revêtement de sol :

- Démolition des carrelages bleus de la salle de douche du RDC et du sanitaire

Evacuation des déchets existants en décharge homologuée :

- Evacuation de la cabane et de la balançoire
- Evacuation des dalles béton de l'ancienne piscine
- Evacuation des pneus, parabole, déchets divers

2. Carrelage

Fourniture et pose d'un carrelage de type U4P3, de dimension 30x30, au choix du maître d'ouvrage, y compris plinthes.

Le titulaire intégrera dans son offre les sujétions liés aux jonctions avec les surfaces carrelées existantes.

Le titulaire prévoira, si nécessaire à la préparation du support par la mise en œuvre d'une chape (notamment sur les zones où le carrelage a été démoli).

Localisation : selon plan

3. Faux-plafond intérieur

Fourniture et pose de lambris alvéolaire PVC de 25 cm clipsable, finition lisse. Le titulaire pourra se fixer sur l'ossature bois existante, après avoir vérifié sa solidité. Le titulaire intégrera dans son offre les éventuels reprises de l'ossature.



4. Faux-plafond extérieur

Fourniture et pose de lambris PVC identique à l'existant au niveau des zones où les anciennes lames sont au sol. Le titulaire procédera à un contrôle des autres lames PVC existants afin de garantir leur stabilité.

5. Couverture / Charpente

Travaux de révision de la charpente et de la couverture, consistant :

- En la mise en œuvre d'une peinture d'étanchéité de la couverture, teinte identique à la tôle existante.
- En la révision et le remplacement partiels de sections de bois abîmés de la charpente (notamment au niveau de l'avancée de toit au-dessus du balcon)
- Remplacement des platines de fixation des poteaux bois de l'avancée de toit de la terrasse du R+1

Durée du marché et délai d'exécution

Le marché est conclu pour la durée suivante : **2 mois**. La durée du marché court à compter de sa date de notification.

Le présent marché n'est pas reconductible

Les délais d'exécution sont de : **2 mois**

Le point de départ du délai d'exécution est à la date de notification du marché

Lieu d'exécution

Villa F12 – Plateau F de l'aéroport Félix Eboué à Matoury

Marchés de prestations similaires

Sans objet

Article 9 - ANNEXES

- Rapport amiante avant travaux
- DPGF de chaque lot
- plans de principe

Article 10 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
5	19	